
NUCLEAIRE, 2014 : UN ENJEU MAJEUR ; ON N'EXPORTE PAS, ON FERME !

Exposé des motifs

L'opposition au nucléaire est un des fondamentaux historiques de l'écologie politique.

La volonté d'engager la transition énergétique et la sortie du nucléaire fait consensus au sein d'EELV.

L'enjeu de la sortie du nucléaire est souvent réaffirmé dans nos débats. Les grands rassemblements, comme les chaînes humaines, mobilisent largement au sein de notre mouvement. Mais, si ces grandes mobilisations sont indispensables, elles sont manifestement insuffisantes. Car il faut regarder la réalité en face : notre pays reste le plus nucléarisé au monde.

Qu'il s'agisse de la Turquie ou de l'Arabie Saoudite ou du Royaume Uni, notre gouvernement a fait le choix d'un soutien actif à l'exportation du nucléaire français.

Ce choix commercial est, pour les écologistes, un choix politique.

Dans ce contexte commercial à l'export, toute politique d'arrêt ou même de sortie partielle du nucléaire en France ne peut être qu'une illusion. Comment « vendre » un produit que l'on se refuserait ? Le soutien sans limite à l'EPR de Flamanville, malgré le dérapage du planning et du budget en est une illustration.

Au delà du caractère « naturellement » dangereux de cette technologie, et du vieillissement des matériaux (bétons, cuves acier,...) la période actuelle vient ajouter trois principaux facteurs aggravants :

- Erosion des connaissances (départs à la retraite des premiers ingénieurs ayant suivi les réacteurs depuis leur origine) et manque de renouvellement des techniciens
- Choix économiques de plus en plus prégnant et portant de fait sur la sécurité (sous traitance, économies de maintenance)
- Dérèglement climatique avec aggravation des sécheresses, incendie, tempêtes auxquels sont particulièrement exposées les centrales nucléaires.

Qu'en sera-t-il dans des pays soumis encore davantage à la pression climatique ou à la dépendance technologique comme le sont la Turquie ou l'Arabie Saoudite ?

Qu'en sera-t-il pour les peuples de ces pays auxquels est imposé la menace permanente de l'accident et la contrainte de la gestion à perpétuité de centrales et de déchets, conséquences d'un choix irresponsable pour lequel ils n'ont pas été consultés ?

Qu'en sera-t-il du stockage et du transport des déchets sur mer alors qu'en France, les wagons radioactifs déraillent à Drancy ?

Devons nous attendre le pire en France, en Europe, en Afrique ou au Japon (ou la catastrophe ne fait que s'amplifier) pour qu'enfin nous soyons entendus ?

L'accord parlementaire PS- EELV, repris par F. Hollande, prévoit notamment de baisser la part du nucléaire à 50% d'ici 2025. A ce stade, et malgré l'annonce de l'arrêt de la centrale de Fessenheim, les choix stratégiques nécessaires pour atteindre un tel objectif tardent à venir. A cet égard, la future loi de programmation sur la transition énergétique sera décisive. Elle devra

comporter des éléments concrets et mesurables permettant d'atteindre l'objectif de 50% et notamment un calendrier de fermetures de centrales.

Les grandes déclarations et les positionnements politiques ne suffisent pas. Notre mouvement a heureusement commencé à s'atteler sérieusement à la tâche :

- Une motion proposant de renforcer notre capacité de travail interne a été adoptée par notre congrès fédéral à une très large majorité en novembre 2013.
- Une membre du Bureau Exécutif, Marine Tondelier a été désignée référent sur les questions nucléaires conformément à ce que prévoyait la motion
- Nos parlementaires européens restent actifs sur les dossiers nucléaires.
- Nos parlementaires nationaux ont obtenu la création d'une mission d'enquête parlementaire sur les coûts du nucléaire. Le rapport de cette mission préparera utilement les débats parlementaires sur la grande loi prévue en fin d'année 2014 sur la transition énergétique.

Motion

Le Conseil Fédéral, réuni le 8 et 9 février, soucieux de rappeler combien le combat contre le nucléaire constitue l'une des bases de l'engagement des écologistes, juge prioritaire de remettre cette question au cœur du débat politique.

Le Conseil Fédéral propose une feuille de route comprenant :

- la mise en place d'un groupe de travail sur le nucléaire en lien avec la commission énergie et la référente au Bureau Exécutif, Marine Tondelier ; ce groupe aura comme priorités les quatre axes suivants : la problématique de l'exportation du nucléaire par la France, la dégradation de la sûreté, le coût grandissant de l'énergie d'origine nucléaire et les impacts sanitaires sur la population et les travailleurs ;
- un bilan de l'état de la sûreté des 19 centrales françaises en s'appuyant sur les groupes locaux et le réseau des élus membres des CLI ;
- un rendez-vous avec le Président de l'ASN pour faire le point sur les moyens dont est réellement doté l'autorité de sûreté en termes de contrôle et pour affirmer notre vigilance sur le rôle réel de l'ASN ;
- un travail collectif approfondi permettant de produire des éléments de fonds nécessaires à nos parlementaires dans le rapport de force rugueux duquel émergera le projet de loi sur la transition énergétique ; cette loi devra inclure une politique d'investissement et de sobriété pour réduire la capacité de production d'énergie nucléaire de la France ;
- une mobilisation des élus issus des élections municipales sur les enjeux nucléaires, et dans un premier temps sur la loi sur la transition énergétique. Le renforcement de notre présence au niveau communal que nous espérons en mars doit être rapidement perçu comme un renforcement de notre capacité de critique et de déconstruction du mythe du nucléaire sûr et peu cher. Il s'agira donc dès le printemps, de mobiliser les nouveaux élus locaux sur un événement collectif ciblant le coût et, ou la sûreté du nucléaire.
- une large participation sur les grands temps de mobilisation anti-nucléaire et notamment pour la commémoration du début de la catastrophe de Fukushima.

Le Conseil Fédéral demande au gouvernement de préciser quel sera le planning de fermeture de Fessenheim et de soutenir toute loi permettant sa fermeture effective avant la fin de la mandature



Le Conseil Fédéral constate l'échec économique de Flamanville, rappelle notre farouche opposition à la poursuite des travaux et donc à l'ouverture de ce réacteur

Le Conseil Fédéral condamne fermement la politique commerciale d'exportation du nucléaire, et rappelle au gouvernement qu'elle est incompatible avec sa volonté de réduire en France la part du nucléaire

Le Conseil Fédéral demande une communication publique de notre parti et plus particulièrement de sa direction sur ces trois derniers points.

Le groupe de travail présentera au Conseil Fédéral une évaluation rigoureuse des réponses apportées à ces questions par la loi de transition énergétique et plus généralement la prise en compte par le gouvernement de notre volonté d'arrêter le nucléaire.

Unanimité pour.